Pour Nóra Diószegi-Horváth, la riposte de George Soros à la consultation nationale lancée contre lui par le gouvernement hongrois vient bien tard. Sauf à soulager la conscience du milliardaire américano-hongrois, elle est contre-productive et donne de nouvelles munitions à la droite.

Tribune publiée le 23 novembre 2017 dans *Mérce* sous le titre « Eső után köpönyeg ». Traduite du hongrois par Ludovic Lepeltier-Kutasi.

Six semaines, soit 42 jours. C'est le temps qu'il faut pour qu'un alpiniste expérimenté et équipé atteigne le sommet de l'Everest. D'après une publicité, c'est aussi le temps que l'on peut mettre pour apprendre les bases de l'espagnol. C'est le temps qu'a mis Tom Cruise pour perdre cinq kilos. Dans le parc national de Yellowstone, en six semaines on a pu mesurer en tout 1400 secousses sismiques. Ah, j'oubliais : six semaines… c'est le temps qu'il a fallu à George Soros pour qu'il s'exprime au sujet de la consultation nationale dirigée à son encontre.

Soros vs Orbán © Ludovic Lepeltier-Kutasi pour Hulala

En Hongrie, la dernière consultation nationale en date a été lancée le 9 octobre et il a fallu 42 jours pour que le principal intéressé réagisse. Difficile de savoir si cette réaction de George Soros vaut le coup. En réalité, ce ne sont pas seulement de ces six semaines inquiétantes dont il est ici question. Mais de cette attaque en règle systématique, qui dure depuis plus de six mois et que le gouvernement mène non pas contre le seul George Soros, mais contre ses « laquais », ses « agents », ses « soldats ». Ce sans aucun autre but que de créer un bouc-émissaire qu'il peut désormais brandir pour renforcer son image de toute-puissance. Il s'agit d'une ficelle du pouvoir, de manipulation, d'une intention délibérée. Il s'agit d'un jeu dont le gouvernement fixe les règles et dont la seule finalité est de remporter à n'importe quel prix les élections en 2018.

Au printemps dernier, c'est l'Université d'Europe centrale (CEU) et les ONG qui se sont retrouvées en ligne de mire. La guerre verbale ne s'est pas faite seulement sur un plan rhétorique à travers les conférences de presse bidonnées, les journaux du Fidesz et les tracts de propagande. Après avoir longtemps tourné autour du pot, c'est précisément le 9 janvier 2017 que Szilárd Németh a commencé à évoquer une mise au pas de ces « ONG opaques » (plus précisément de ces « sous-ONG de l'empire Soros »).

Il est inutile de dresser la liste de tout ce qui s'est passé depuis tout ce temps.

> « Depuis tout ce temps, George Soros n'a jamais réagi ; il ne réagit que maintenant. Il réagit vraisemblablement trop tard. »

Il y a une chose qui ne s'est pas produite, ni en janvier, ni lorsque les attaques contre les ONG et la CEU avaient atteint leur apogée, ni lors de la dernière consultation nationale, bien qu'elle ait été spécialement dédicacée à George Soros par le gouvernement hongrois. Depuis tout ce temps, George Soros n'a jamais réagi ; il ne réagit que maintenant. Il réagit vraisemblablement trop tard.

Soros a lui-même expliqué réagir enfin, car les résultats de la consultation nationale seront bientôt publiées et que selon lui, c'est la meilleure occasion de faire la lumière sur ses déclarations et celles du gouvernement.

Mais enfin, non, ça n'est pas comme ça que ça se passe. Ce n'est pas une « bonne occasion ». C'est même la pire qui puisse exister.

Que les affirmations de la consultation en cours n'aient que peu à voir avec la réalité, ça beaucoup l'ont déjà écrit. Tout comme a été écrite la façon dont George Soros avait jadis considéré les possibilités de gérer la crise des réfugiés à travers ses études et ses articles.

A cet égard, ces déclarations de Soros n'apprennent pas grand chose à ceux qui voulaient voir comment il réagirait à l'attaque du gouvernement.

Au lieu de démonter point par point les mensonges de la consultation, George Soros, dans l'interview accordée au *Financial Times*, a préféré critiquer le gouvernement hongrois – et plus personnellement le Premier ministre Viktor Orbán – sur le fait que la campagne menée contre lui était destinée à se maintenir au pouvoir et induire en erreur les électeurs. Oui, effectivement.

> « Alors que le gros de la consultation nationale est désormais derrière nous (…), quel intérêt de lancer maintenant une contre-campagne ? »

Pour Soros, ce ne sont pas uniquement les organisations qu'il soutient qui sont en danger, mais il voit aussi que des personnes physiques pourraient être poursuivies pour y avoir joué un rôle de premier plan. George Soros voudrait sauver ces personnes qui travaillent beaucoup pour la défense des valeurs européennes. Très bien, génial. Mais ça fait plus de six mois que ces ONG ont à supporter ce fardeau (et si l'on regarde l'affaire de la Fondation norvégienne, ça fait bien plus longtemps (…)).

> Viktor Orbán, George Soros et les « traîtres à la patrie »

Mais le plus important dans tout ça, c'est ce que Soros a déclaré : il lance une contre-campagne pour faire la lumière sur la vérité. Alors que le gros de la consultation nationale est désormais derrière nous (…), quel intérêt de lancer maintenant une contre-campagne ? Là maintenant ? Sérieusement ? Il y a six mois, lorsque des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans la rue et auraient pu donner une légitimation à cette contre-campagne, alors pourquoi pas. Mais pas maintenant, alors que la chimère de l'automne s'est élancée, que les concitoyens ont reçu un questionnaire mensonger dans leur boîte à lettres et que les rues fleurissent d'affiches gouvernementales bleues sur lesquelles apparaît le visage démoniaque de George Soros.

> « La question de la responsabilité de George Soros dans la situation à laquelle nous sommes parvenus à l'automne 2017 est entière. »

Alors que nous venons de refaire un tour de piste au moment où un nouvel épisode de cette campagne venait de s'achever, est-ce que ça vaut vraiment le coup d'énumérer des faits et d'opposer des vérités aux mensonges ?

Regardons les choses un peu autrement. La question de la responsabilité de George Soros dans la situation à laquelle nous sommes parvenus à l'automne 2017 est entière, alors qu'il avait choisi de se taire jusqu'ici. C'était facile (enfin, même les principaux instigateurs n'avaient pas cru que ça le serait autant) pour le gouvernement de lancer une propagande de haine contre une personnalité qui, non seulement n'était pas présente dans le pays, mais qui en plus est restée muette dans la distance. Toutes les personnes qui se sont exprimées à sa place – nous parlons ici des partis d'opposition, des médias, des experts, des ONG concernées, des poules qui picorent au fond de la cour, peu importe – se sont vues affubler le sobriquet de laquais de Soros. Le pays s'est retrouvé sans colonne vertébrale et la rhétorique du soupçon a balayé toute rationalité.

Sur un terrain superbement défraichi, une réaction arrive un 20 novembre. D'une certaine façon, ça n'a plus grande importance.

Qu'est-ce qui a dérangé le gouvernement dans le fait que ces articles auxquelles je fais référence étaient libres d'accès ? Pourquoi les empêcherait-il alors qu'il aura bientôt entre les mains les résultats de la consultation nationale et qu'il pourra ainsi endosser avec fierté et en plastronnant le costume de sauveur du pays ? Qu'il n'y ait pas méprise : la majorité de ceux qui ont répondu au questionnaire ont vraiment peur du réseau Soros et c'est précisément l'objet de la consultation de solliciter au maximum celles et ceux qui se reconnaissent le mieux dans l'imaginaire créé par le gouvernement afin de tenir fièrement le rôle du sauveur.

Le temps que les propos de George Soros parviennent à nous, le match était déjà joué. Dans la mesure où le gouvernement a tellement abaissé le niveau du débat public, il n'y a plus vraiment

d'occasion de pouvoir réparer les dégâts causés auprès du grand public (…).

> « George Soros a donné de nouvelles munitions au Fidesz, dont lequel se servira pour étoffer les résultats de la consultation et continuer sa campagne de haine jusqu'à Noël. »

Du point de vue de la Hongrie, il s'agit d'un pas qui arrive trop tard et qui s'appuie par ailleurs sur une stratégie erronée : la consultation est close, elle aura un résultat que l'on pourra de nouveau opposer aux propos de Soros, dont l'interprétation sera naturellement fournie par le gouvernement, à coup de messages simplistes jouant sur les mêmes cordes sensibles. Dit autrement, la manière dont George Soros est intervenu va donner de nouveau la possibilité au gouvernement de déployer sa propre propagande vers les masses.

S'il fallait se rassurer sur l'inutilité de la sortie de George Soros sur la consultation nationale le 20 novembre (sauf si son objectif était de rassurer sa conscience), il suffit de jeter un œil sur ce qu'en dit *Magyar Idők*. Ces deux derniers jours, ils ont davantage écrit sur George Soros qu'ils ne l'avaient fait jusqu'à présent (ce qui relève de l'exploit) : de Csaba Dömötör à Péter Szijjártó en passant par Gyula Budai, tout le monde y explique comment le spéculateur s'est livré à une nouvelle attaque en règle contre notre patrie.

Pour le dire en français, George Soros a donné de nouvelles munitions au Fidesz, dont lequel se servira pour étoffer les résultats de la consultation et continuer sa campagne de haine jusqu'à Noël : Árpád Hapony doit sûrement s'apprêter à passer de bonnes fêtes.

Bien sûr il n'existe ni de réponse idéale ni de moment idéal pour intervenir dans le genre de situation où une propagande gouvernementale s'acharne contre une personne. La question se pose de savoir si cela mérite vraiment une réaction, ou si finalement le fait de rester passif ne peut pas conduire aux mêmes résultats. Ce que nous voyons en ce moment, en tout cas dans le débat public hongrois, c'est qu'il n'y a pas vraiment de comportement adéquat lorsque la couverture médiatique est biaisée, que les oligarques d'État se sont déjà gavés, qu'une portion de plus en plus congrue de l'opinion résiste au passage à la moulinette, qu'une vérité s'accompagne toujours de dix mensonges et que ceux qui les réfutent perdent du terrain.

Nous sommes de toutes façons séparés les uns des autres : les journaux proches du pouvoir et leurs lecteurs vivent dans une bulle tellement fermée que les échos du grand monde ne leur parviennent uniquement quand quelqu'un les y autorise. La presse gouvernementale interprète ainsi les propos de George Soros selon ses propres intérêts. Du côté de l'opposition, il n'y a rien de neuf au sujet de la consultation nationale : l'on sait que cette campagne anti-Soros se fonde sur des mensonges et sur

un détournement de la vérité. De ce côté-ci nous pouvons nous rassurer sur le fait « qu'il ait quand même réagi ». Mais nous devons aussi voir et comprendre que cette réaction peut servir d'arme pour gonfler encore plus cette bulle de mensonges, et que nous devrons bien voir ce que nous en faisons.

Nous ne devons pas fêter une déclaration qui arrive un 20 novembre, soit 42 jours après le début de la consultation nationale et après plusieurs longs mois d'une campagne active de haine. Certes nous pouvons nous féliciter qu'un peu de vérité ait pu être diffusée dans une atmosphère saturée de mensonges. Mais en six semaines peuvent advenir 1400 secousses sismiques – et je parie que c'est sans doute le nombre de fois que le nom de George Soros a été prononcé par les portes-parole du pouvoir. Les dégâts que ceux-ci ont causé sont indélébiles.